

Sans vrais remèdes, pas de rémission

En 2012, l'enquête de l'Observatoire conjoncturel de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et Hautes-Pyrénées témoignait de **l'anémie de notre économie**, dont le diagnostic se confirmait et qui devait être traitée par des mesures concrètes.

Sans surprise, le bilan dressé par cette 20^{ème} édition, qui se situe dans un contexte économique au bord de la récession avec un chômage toujours massif, des défaillances d'entreprises en hausse, mais aussi à présent avec une grogne fiscale s'exprimant avec de plus en plus de virulence, **témoigne d'un retour difficile à la croissance, d'une efficacité limitée des remèdes anti crise et d'un besoin urgent de réformes structurelles.**

De surcroît, **l'économie haut-pyrénéenne a vu cet environnement défavorable être encore aggravé par les intempéries** qui ne l'ont pas épargnée, et dont le seul point positif se situe dans l'exceptionnel élan de solidarité déclenché entre tous, et auquel la CCI a pris part à travers la mise en place d'une cellule de crise et d'un fonds de solidarité consulaire.

Dans ce climat, **l'activité reste toujours relativement en berne**, et les perspectives pour les 6 mois à venir ne sont guère plus encourageantes.

Il semblerait néanmoins qu'en matière d'emploi, après d'inquiétantes dégradations successives, il puisse être entrevu, non pas une reprise, **mais une possible stabilisation.**

Avec une **trésorerie toujours tendue** pour près de la moitié des chefs d'entreprises interrogés et un **accès difficile au crédit** pour plus d'un tiers d'entre eux, c'est donc sans réel étonnement qu'il est constaté, malgré la mise en place du CICE, que **l'investissement se trouve toujours au ralenti.**

Par ailleurs, alors que la crise frappe encore de plein fouet la zone euro, 55% des chefs d'entreprises jugent le rôle de l'Union européenne sur la scène internationale insuffisant et **réclament davantage d'initiatives et de concertation en matière de fiscalité, de concurrence, d'emploi et d'aide au développement.**

A l'heure où nos grands équilibres sont compromis, les chefs d'entreprises du département, face à une pression fiscale toujours plus élevée, éprouvent de la peine à croire aux promesses du gouvernement et **réclament unanimement (98.4%) une réduction des charges sociales, principal remède à leurs yeux.**

Pour les chefs d'entreprises des Hautes-Pyrénées, de notre capacité à réduire significativement et durablement nos dépenses publiques dépend le redressement de notre économie, et **l'appel à réformer en profondeur suggère de s'attaquer en priorité au millefeuille administratif et à la réorganisation de l'Etat.**

En outre, **le contexte de raréfaction des ressources publiques** encourage les chefs d'entreprises à réclamer **une coopération renforcée en matière de développement économique entre le Béarn et la Bigorre**, et à exprimer leur conviction d'une nécessaire collaboration des deux territoires en matière d'infrastructures, de transports, de formation, d'enseignement et de recherche, mais aussi de tourisme et de loisirs.

Enfin, dans **l'adversité d'une crise qui a fait son lit, et du Gave qui est sorti du sien**, les chefs d'entreprises des Hautes-Pyrénées conservent une foi inébranlable dans leur outil de travail et persistent à vouloir croire au retour de jours meilleurs, tout en traduisant leur sentiment selon lequel **sans vrais remèdes, pas de rémission.**



ACTIVITE

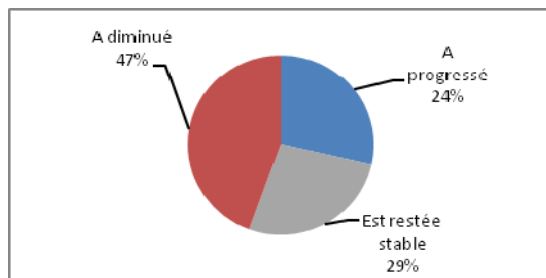
Perspectives limitées

Au cours des 6 derniers mois, tout comme lors de nos deux précédentes enquêtes, **plus de 75% des chefs d'entreprises du département n'ont pas vu leur activité progresser** et près d'un sur deux a constaté une dégradation de son activité, à l'exception du secteur industriel qui semble tirer son épingle du jeu.

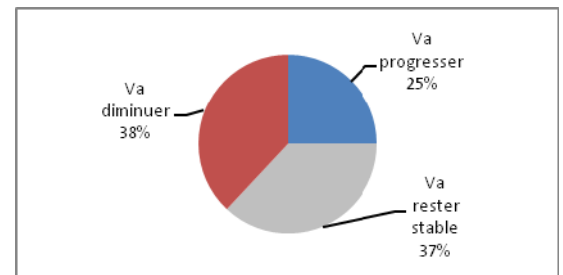
Pour les 6 prochains mois, toutes catégories confondues, les prévisions restent modérément optimistes et **c'est une nouvelle fois le secteur commerce qui sera vraisemblablement le plus touché par cette dégradation continue de l'activité.**

Toutes catégories confondues

Tendances

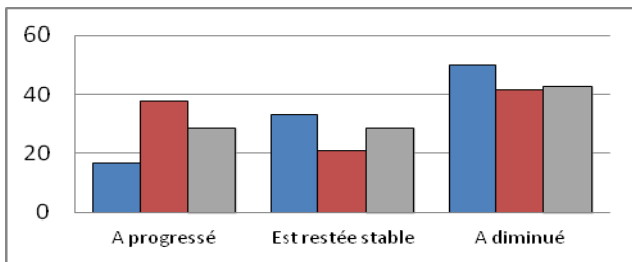


Prévisions

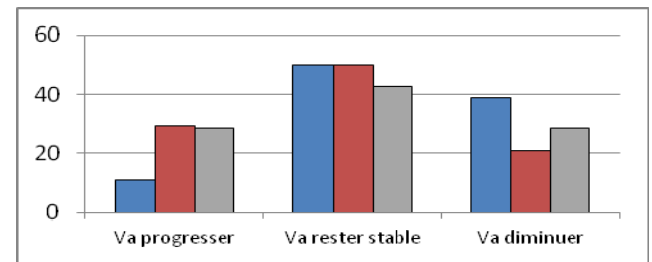


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

EMPLOI

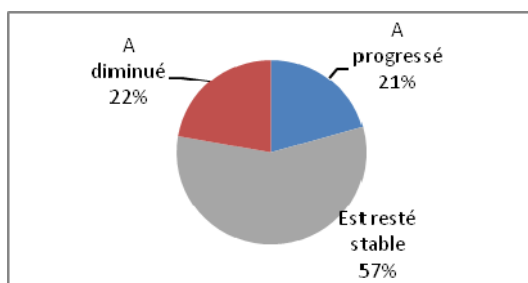
Des prévisions à confirmer

Le pessimisme enregistré lors de notre précédente enquête semble se tempérer, puisque 21% (contre 15% en 2012) des entrepreneurs, toutes catégories confondues, ont augmenté leurs effectifs au cours des 6 derniers mois. Cependant, **le commerce est toujours à la peine**, aucune entreprise n'ayant augmenté ses effectifs et pire, plus de 30% d'entre-elles les ont diminués.

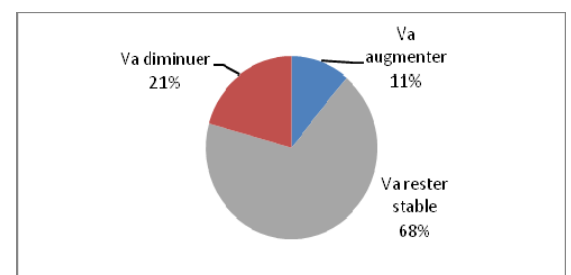
Il est à noter que **les chefs d'entreprises estiment, à 68%, que l'emploi va se stabiliser dans les 6 prochains mois** et va même augmenter (11%).

Toutes catégories confondues

Tendances

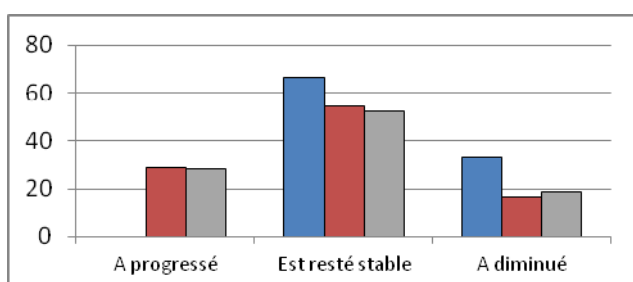


Prévisions

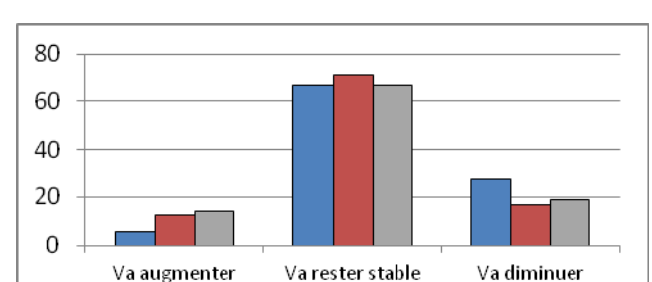


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

INVESTISSEMENTS

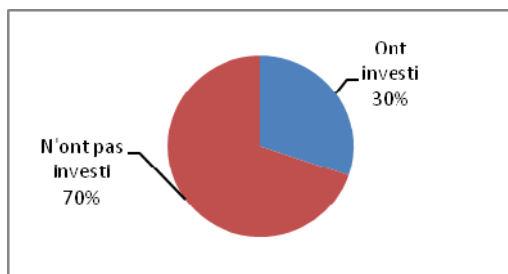
Vers une timide reprise ?

Les investissements réalisés par les chefs d'entreprises du département au cours des 6 derniers mois sont, à peu de chose près, conformes aux prévisions de notre dernière enquête. Cette nouvelle n'est pas pour autant réconfortante puisqu'elle confirme que **près de deux tiers des entreprises n'ont pas investi. La constance du secteur industriel en matière d'investissement est à souligner.**

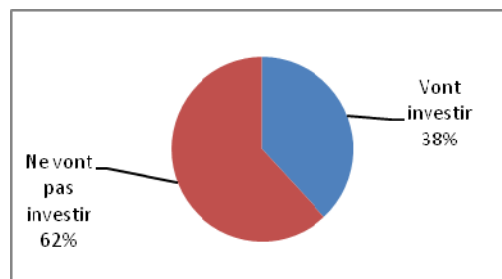
Pour les 6 mois à venir, il semblerait que **le secteur tertiaire manifeste sa volonté d'investir.** C'est ainsi que, pour les 6 prochains mois, toutes catégories confondues, 38% des chefs d'entreprises interrogés prévoient d'investir, soit 12% de plus que l'année dernière.

Toutes catégories confondues

Tendances

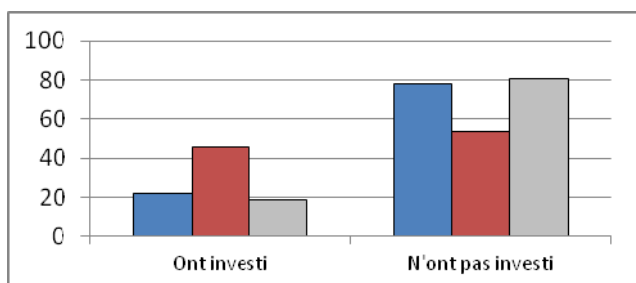


Prévisions

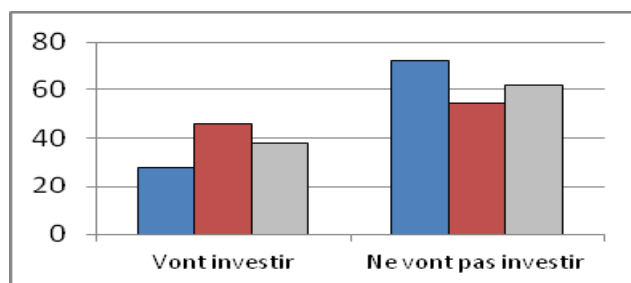


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

TRESORERIE

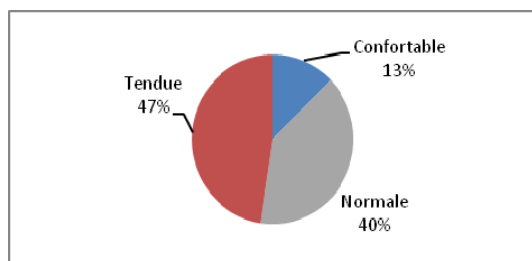
Un second souffle ?

Bien que près de la moitié des chefs d'entreprises interrogés jugent encore leur trésorerie tendue, en particulier dans le commerce, **la dégradation enregistrée lors de nos précédentes enquêtes semble être enrayée et ne pas devoir se poursuivre.**

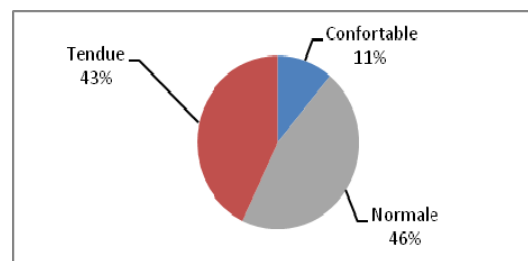
En effet, pour les 6 prochains mois, toutes catégories confondues, **les chefs d'entreprises semblent envisager l'avenir plus sereinement que l'année dernière puisqu'ils sont 26% de moins à prévoir une trésorerie tendue (43% contre 69%)** et ce, toujours à l'exception du commerce.

Toutes catégories confondues

Tendances

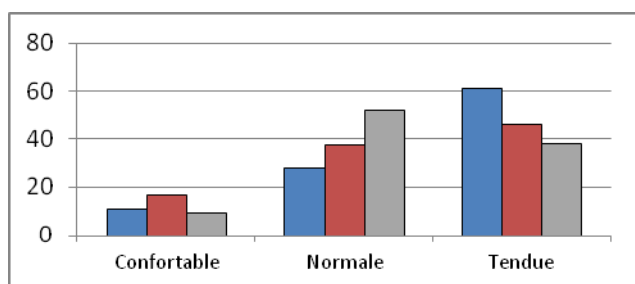


Prévisions

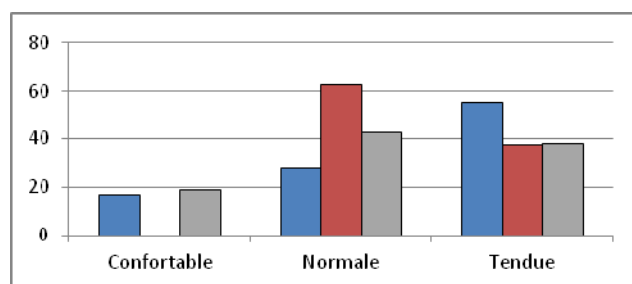


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

RESULTATS D'EXPLOITATION

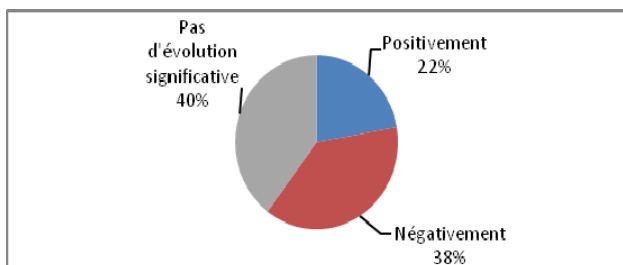
Vers la stabilisation

Sur les 6 derniers mois, bien que 78% du panel constatent une stagnation ou une baisse de leurs résultats, il convient de souligner que les chefs d'entreprises ayant eu des résultats d'exploitation positifs sont deux fois plus nombreux que l'année dernière.

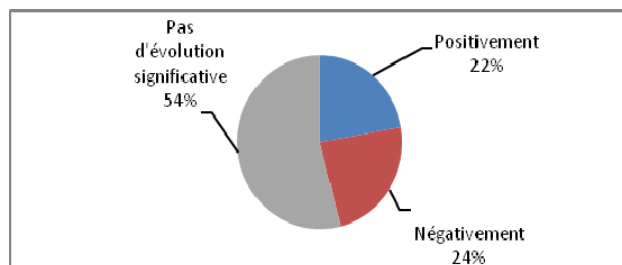
Néanmoins, les chefs d'entreprises interrogés sont, dans une proportion équivalente pour tous les secteurs (près de 40%), encore trop nombreux à avoir vu leurs résultats se dégrader. Pour les 6 prochains mois, les prévisions veulent traduire une tendance à la stabilisation.

Toutes catégories confondues

Tendances

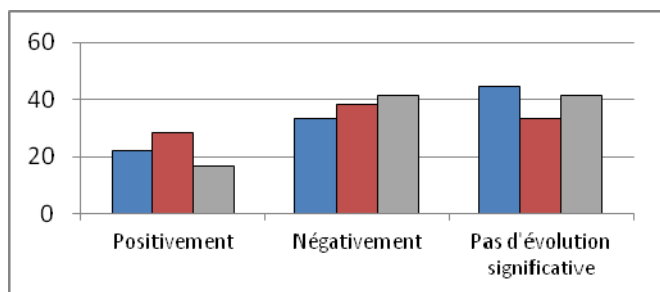


Prévisions

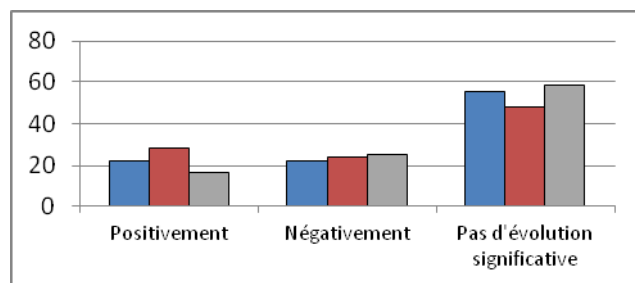


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

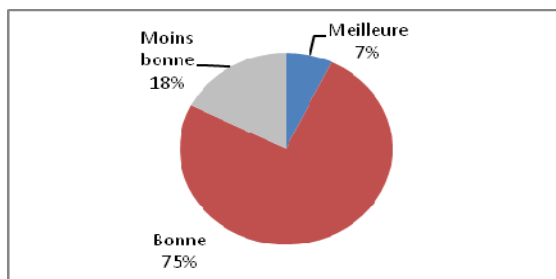
SITUATION GENERALE

Tourmente durable

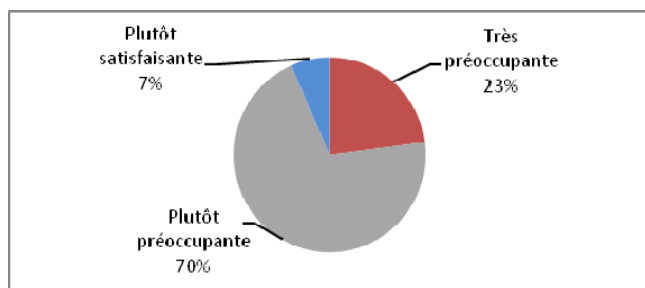
La capacité des chefs d'entreprises, dans leur ensemble, à garder une confiance inébranlable dans leur outil de travail, au regard de la concurrence, paraît la seule raison qui leur permet de toujours croire en leur étoile dans un contexte économique, qu'ils estiment, unanimement, tant sur le plan local que national, ou préoccupant ou très préoccupant.

Toutes catégories confondues

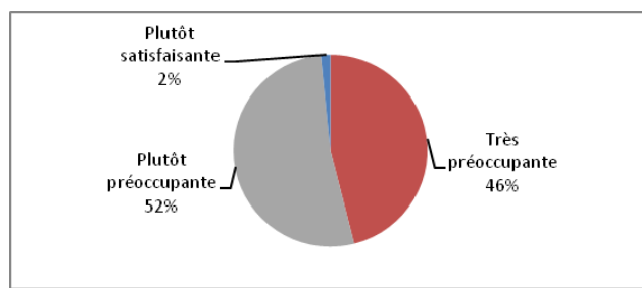
Situation vis-à-vis des concurrents



Situation départementale



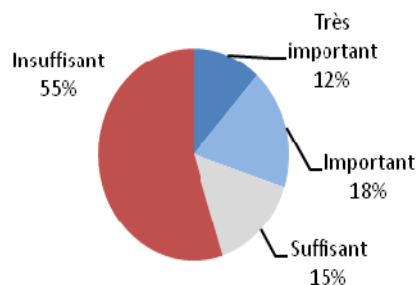
Situation nationale



ACTUALITE

International

Dans un contexte de crise économique adossé à un environnement géopolitique incertain et en pleine mutation, comment jugez-vous le rôle joué par l'Union européenne sur la scène internationale ?



Plus de la moitié des chefs d'entreprises jugent insuffisant le rôle de l'Union européenne sur la scène internationale et paraissent donc prêts à militer pour que cette dernière **retrouve sa capacité, non seulement à maintenir, mais aussi à accroître son niveau de prospérité**, ainsi qu'à promouvoir et défendre ses intérêts et ses valeurs.

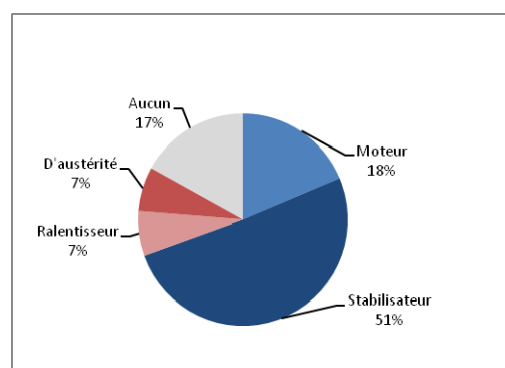
Cependant, dans un monde en profonde mutation, les chefs d'entreprises attendent, alors qu'ils ressentent cruellement les effets d'une crise pour eux interminable, que l'Union européenne agisse de façon concrète, avec détermination et de concert, sur **les questions de fiscalité, de concurrence, d'emploi et d'aide au développement**.

Dans ce contexte, ils veulent espérer dans le **rôle stabilisateur et moteur que pourrait jouer l'Allemagne**.

D'après vous, dans quels domaines l'Europe devrait-elle prendre davantage d'initiatives ?

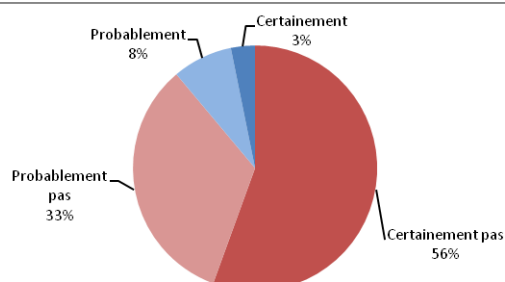


D'après vous, l'impact de la réélection d'Angela Merkel aura sur l'économie et l'avenir de la construction européenne un effet ?



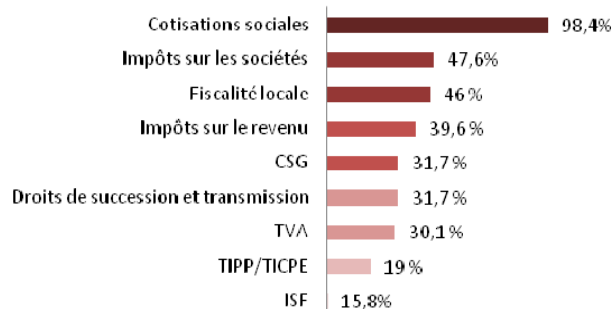
Fiscalité

Le gouvernement a annoncé une « stabilisation de la pression fiscale en 2014 ». Selon vous, parviendra-t-il à tenir cette promesse ?



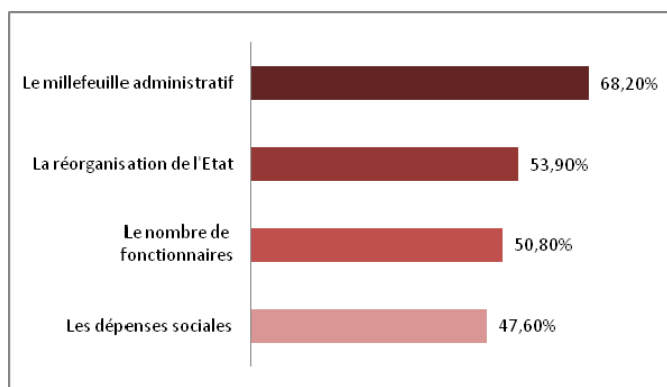
Alors que les chefs d'entreprises du département sont **89% à fortement douter de la promesse du gouvernement** concernant une stabilisation de la pression fiscale en 2014, ils sont **encore plus nombreux (98.4%) à juger la réduction des cotisations sociales comme une priorité**, tout en soulignant que l'IS, la fiscalité locale et les droits de succession et de transmission figurent en bonne place sur le podium des attentes fortes.

A votre avis, la priorité serait une réduction :



Dépenses publiques

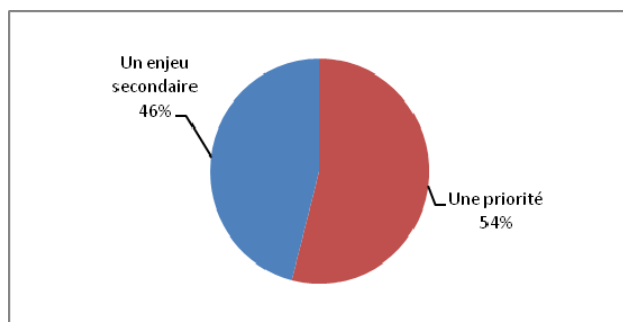
Quelles sont, selon vous, les pistes prioritaires de réduction des dépenses publiques ?



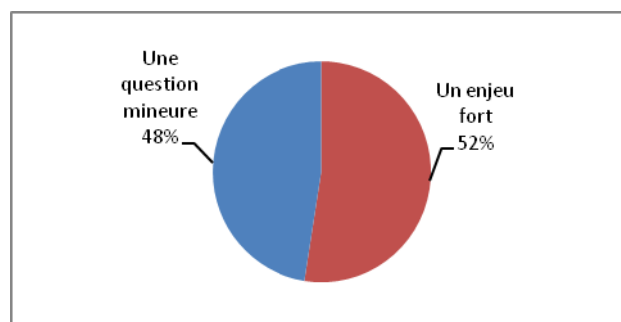
Les chefs d'entreprises confirment leurs **attentes fortes à ce que la question de la réduction des dépenses publiques se concrétise** sans délai avec des mesures concrètes en priorité portées sur le millefeuille administratif et la réorganisation de l'Etat.

Formation et apprentissage

Pour vous, la réforme du financement de la formation professionnelle est :



Selon vous, le maintien de la libre affectation de la taxe d'apprentissage par votre entreprise est :

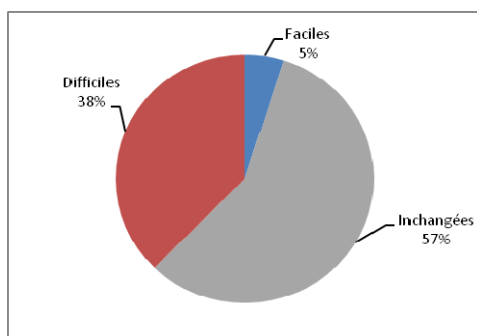


Sur la question de la formation et de l'apprentissage, si le panel des chefs d'entreprises interrogés paraît relativement divisé, il se dégage néanmoins une majorité forte, d'une part à ressentir la **priorité d'une réforme du financement de la formation professionnelle (54%)** et d'autre part à **avoir déjà perçu les menaces qui pèsent sur le maintien de la libre affectation de la taxe d'apprentissage (52%)**.

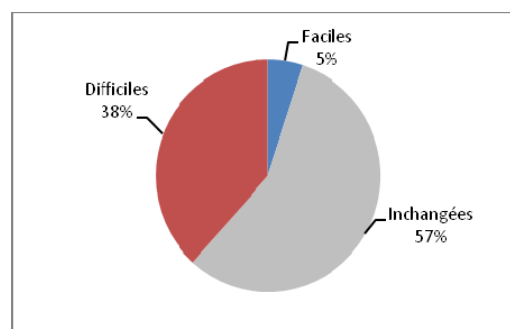
Croissance et innovation

En cette période de crise, comment appréciez-vous le comportement des banques dans la distribution des crédits ?

Pour vos besoins de court terme ?



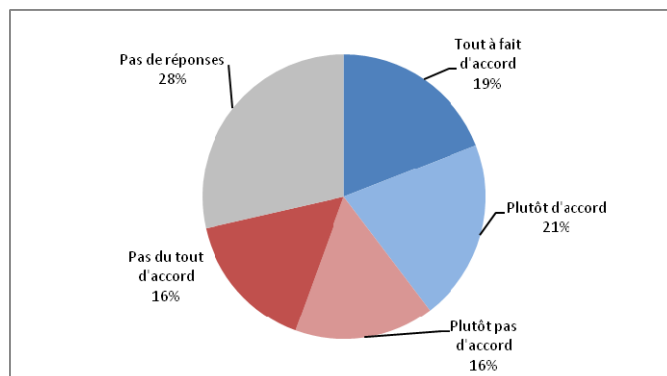
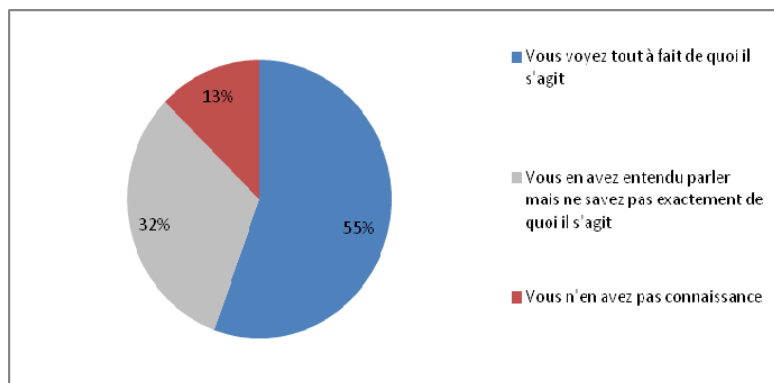
Pour vos besoins de moyen terme ?



Bien que **plus de la moitié des chefs d'entreprises interrogés jugent le comportement des banques inchangé** dans la distribution de crédits, aussi bien de court que de moyen terme, **ces derniers ne sont plus aujourd'hui que 5% à juger facile leur accès au crédit**. Il est possible de noter que, **plus d'un tiers des dirigeants d'entreprises estiment que les établissements bancaires ont durci leurs conditions d'octroi de crédit et témoignent de leurs difficultés à obtenir des financements** avec des conditions adaptées.

Concernant le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), diriez-vous que :

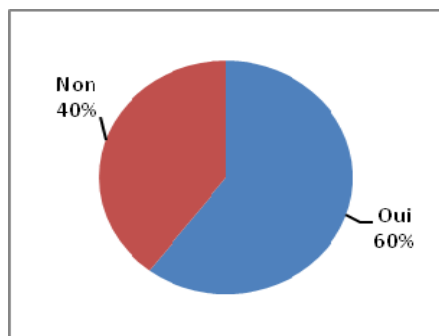
Cette mesure est financièrement intéressante pour votre entreprise ?



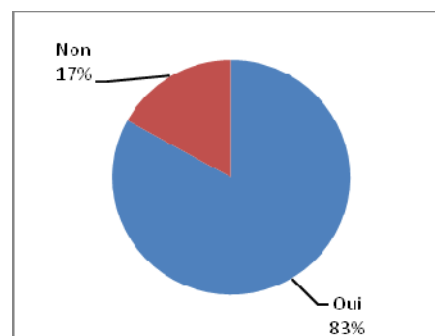
Si le CICE qui a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation ou encore de transition énergétique, n'est plus inconnu que de 13% des chefs d'entreprises interrogés, **une minorité (40%) composée à 80% d'entreprises industrielles y voit une mesure intéressante pour son entreprise.**

Territoire

Avez-vous participé ou entendu parler du Forum Economique « Vers une métropolisation Béarn-Bigorre » organisé le 3 juillet dernier par la CCI ?

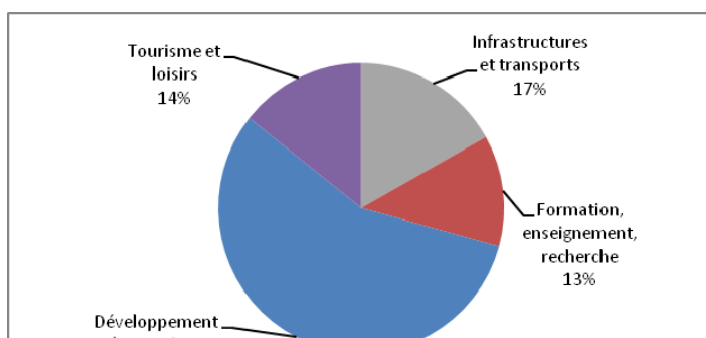


Pensez-vous qu'une meilleure synergie entre les différents acteurs de ces deux territoires aurait un effet de levier sur l'économie départementale ?



Près de deux tiers des chefs d'entreprises interrogés ont participé ou entendu parler du Forum Economique organisé par la CCI sur le thème de la métropolisation Béarn Bigorre, et ils sont **plus de 80% à estimer qu'une collaboration accrue entre les différents acteurs de ces deux territoires serait un atout et une opportunité pour le développement de notre département.**

Quels sont, d'après vous, les thèmes qui méritent, en priorité, davantage de collaboration Béarn-Bigorre ?



Ainsi, **plus de la moitié du panel préconise une coopération approfondie en matière de développement économique** entre béarnais et bigourdans qui partagent un même bassin de vie et d'emploi.

Par ailleurs, **dans un contexte de raréfaction des ressources publiques**, les chefs d'entreprises **expriment leur conviction d'une nécessaire collaboration des deux territoires** en matière d'infrastructures, de transport (17%), de formation, d'enseignement et de recherche (13%) mais aussi de tourisme